

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE PERIGUEUX

CABINET ROCHE ET ASSOCIES

Société à responsabilité limitée
 au capital de 20 000,00 Euros
 Siège social : BOULEVARD DE L'INDUSTRIE
 BP 113 MARSAC SUR L'ISLE
 24051 MARSAC SUR L'ISLE
R.C.S PERIGUEUX : 434.900.833

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 20 FEVRIER 2009

Enregistré à : S.I.E. DE PERIGUEUX EST, POLE
 ENREGISTREMENT

Le 04/03/2009 Bوردreau n°2009/255 Case n°6

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent

Nadine ROUGIER

L'an deux mille neuf ,

Le

Vingt février

A onze heures

Les associés de CABINET ROCHE ET ASSOCIES , société à responsabilité limitée au capital de 20 000 €, divisé en 1 012 parts de 19,76 € chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Marie Claire GOURGOUSSE , gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Augmentation du capital social d'une somme de 121 680 € par apports en numéraire et élévation du montant nominal de chaque part,
- Nomination des gérants
- Changement dénomination sociale,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Non dissolution de la société
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- une copie de la lettre recommandée adressée à chaque associé et les récépissés postaux,
- la feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés,

76 APC JJD

-le rapport de la gérance,

- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social s'élevant actuellement à 20 000 €, divisé en 1 012 parts de 19,76 € chacune, entièrement libérées, d'une somme de 121 680 € pour le porter à 141 680 € par l'incorporation directe des apports en numéraire effectués par les associés .

En représentation de cette augmentation de capital, le montant nominal de chacune des 1 012 parts existantes est élevé de 19,76 € à 140 €.

L'Assemblée Générale constate en conséquence que l'augmentation de capital est régulièrement et définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 8 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 8- Capital social- Répartition des parts- Liste des associés

Le Capital social est fixé à 141 680 euros (CENT QUARANTE UN MILLE SIX CENT QUATRE VINGT EUROS) et divisé en 1 012 parts égales de 140 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, et réparties entre les associés proportionnellement à leurs droits respectifs dans la société, savoir :

- | | |
|---|-----------|
| - Madame Marie Claire GOURGOUSSE,
N° 198 à 225 et n°451 à 675 | 253 parts |
| - Monsieur Jean Jacques DUPEYRAT,
N° 170 à 197 et n°676 à 900 | 253 parts |
| - SARL @COM.EXPERTISE,
N° 1 à 169, n° 226 à 450 et 901 à 1 012 | 506 parts |

Total du nombre de parts sociales composant le capital social 1 012 parts

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

76 APC JJD

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 19 des statuts relatif à la nomination des gérants, qui sera désormais rédigé comme suit :

Article 19 – Nomination des gérants

Les gérants de la société sont nommés par décision ordinaire des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination sociale de la société qui sera désormais la suivante :

En conséquence, l'article 2 des statuts est modifié ainsi :

Article 2 – Dénomination

La dénomination est : D.G. @COM

Le sigle est : D.G. @COM

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, malgré la perte de plus de la moitié des capitaux propres au 30 juin 2008, qu'il n'y a pas lieu à dissolution anticipée de la société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

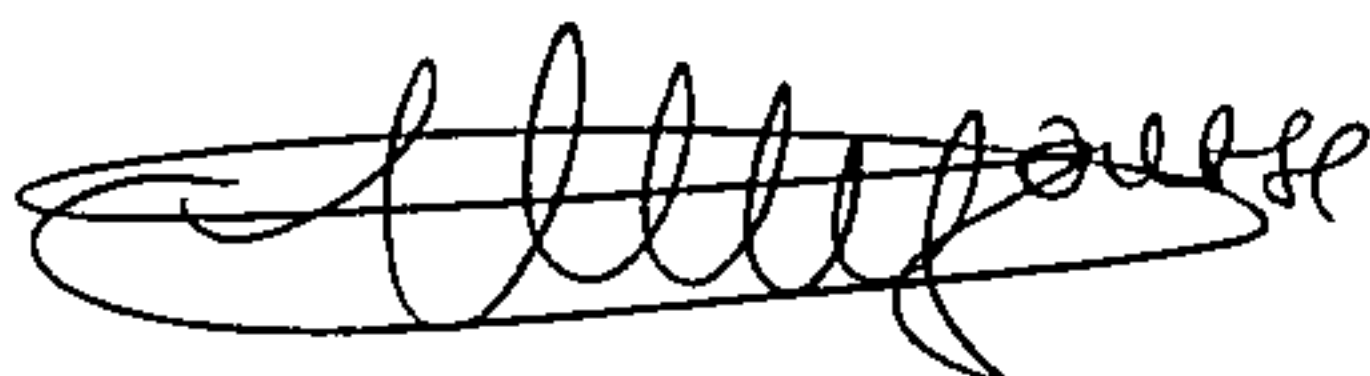
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

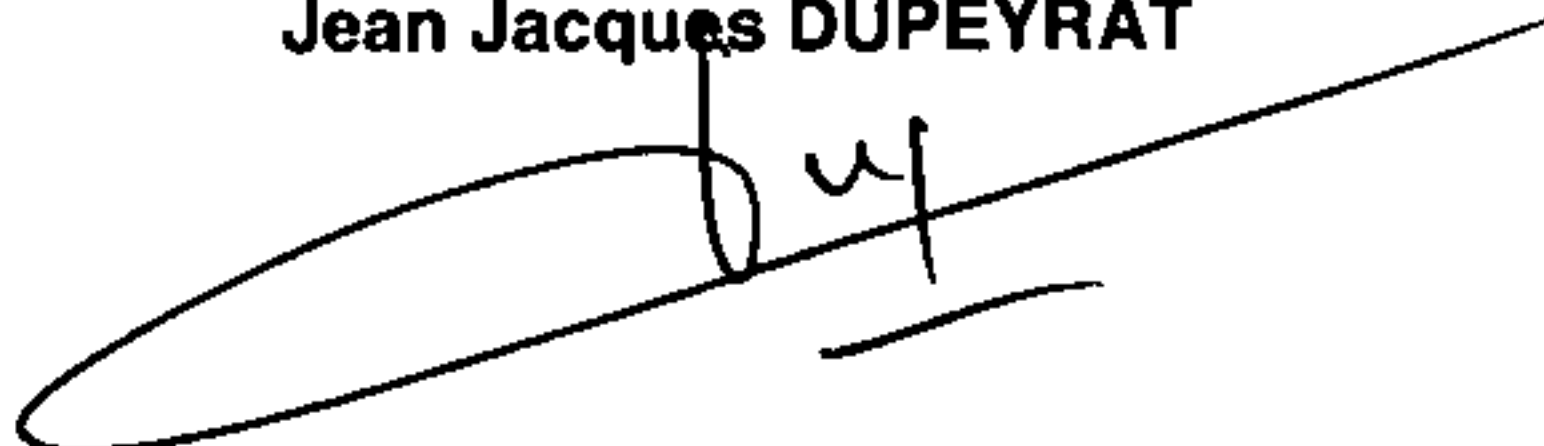
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.

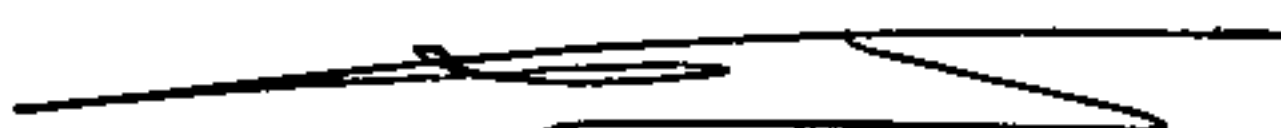
Marie Claire GOURGOUSSE



Jean Jacques DUPEYRAT



SARL ACOM EXPERTISE
Représentée par Alain PECHMAGRE



CABINET ROCHE ET ASSOCIES

Société à responsabilité limitée
au capital de 20 000,00 Euros

Siège social : BOULEVARD DE L'INDUSTRIE
BP 113 MARSAC SUR L'ISLE
24051 MARSAC SUR L'ISLE
R.C.S PERIGUEUX: 434.900.833

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 20 FEVRIER 2009

L'an deux mille neuf,
Le *Vingt février*
A onze heures trente

Les associés de CABINET ROCHE ET ASSOCIES société à responsabilité limitée au capital de 20 000 €, divisé en 1 012 parts de 19,76 € chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Marie Claire GOURGOUSSE, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Nomination d'un co- gérant,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- une copie de la lettre recommandée adressée à chaque associé et les récépissés postaux,
- la feuille de présence,
- les pouvoirs des associés représentés par des mandataires,
- la feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

96

APC *JSD*

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Marie Claire GOURGOUSSE expose aux associés que pour des raisons d'économie de coûts sociaux pour la société, elle souhaite conserver son statut de TNS, et leur demande de nommer un co-gérant.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de cogérant associé Monsieur Alain PECHMAGRE CAMINADE, demeurant 71 av Victor Hugo 46400 ST CERE, pour une durée indéterminée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Alain PECHMAGRE CAMINADE déclare qu'il accepte les fonctions de gérant et qu'il n'est frappé par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

DEUXIEME RESOLUTION

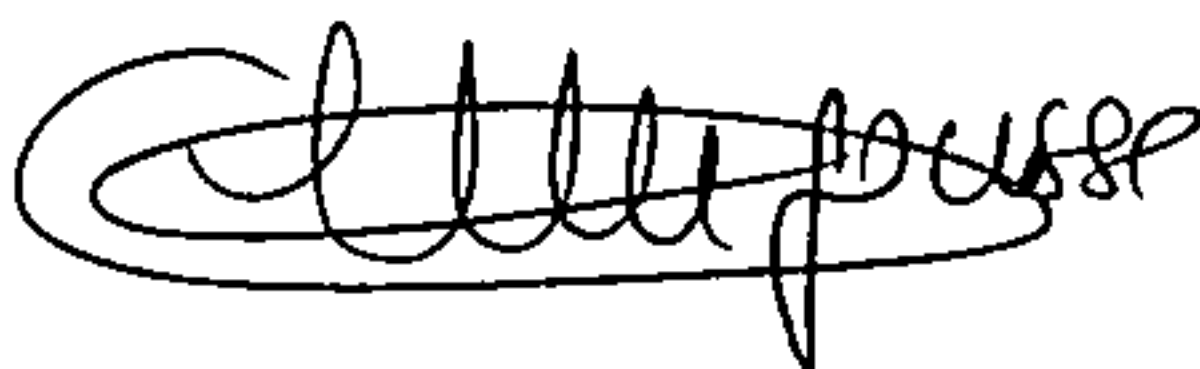
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

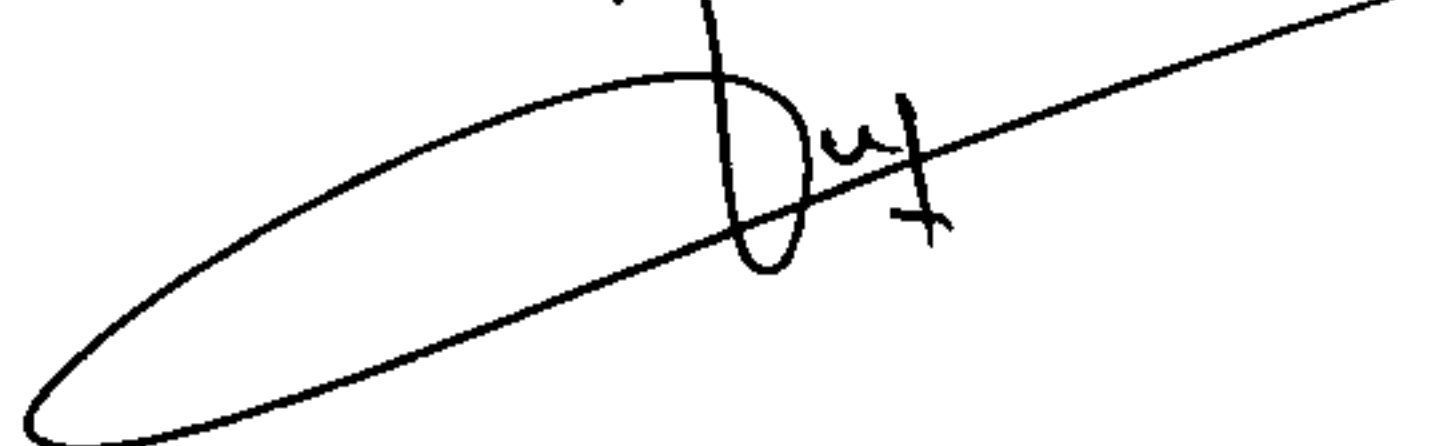
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.

Marie Claire GOURGOUSSE



Jean Jacques DUPEYRAT



SARL ACOM EXPERTISE
Représentée par Alain PECHMAGRE



D.G.@COM

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 141 680 €
Siège social : Bd de l'Industrie
MARSAC / L'ISLE (DORDOGNE)

RCS PERIGUEUX 434 900 833

STATUTS

Copie certifiée conforme à l'original
Le Gérant



MIS A JOUR AU : 20 Février 2009

STATUTS

Les soussignés

- **ROCHE Jean Michel** né le 12/09/1935 à Périgueux 24000

inscrit à l'Ordre Experts Comptable de Limoges

demeurant à : "Le Vessat" 24 460 CHATEAU L'EVEQUE

marié le 10.09.1977 à Madame Françoise SERRES (née le 17.10.1948 à MUGRON 40) sous le régime de la séparation de biens

- **Dupeyrat Jean Jacques** né le 02/04/1953 à Vergt 24 380

sans profession

demeurant à : "Le Moulin à Vent" 24 350 MENSIGNAC

marié le 20.10.1990 à Madame Evelyne FAURE (née le 27.09.1959 à PERIGUEUX 24) sous le régime de la communauté

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par la loi du 24 juillet 1966 et l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est : D.G.@COM

Le sigle est : D.G.@COM

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre sous sa dénomination sociale .

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots " Société à responsabilité limitée " ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention " société d'expertise comptable " et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à : MARSAC SUR L ISLE 24430 BP 113 24051 PERIGUEUX CEDEX 9

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

M. Roche *J. Dupeyrat*

Article 6 - Apports - Formation du capital

I. APPORTS EN NUMERAIRE

- M. ROCHE Jean - Michel apporte à la société une somme en espèces de six mille sept cent cinquante euros, ci 7 200 euros

- M. DUPEYRAT Jean-Jaques apporte à la société une somme en espèces de deux mille deux cent cinquante euros, ci 1 800 euros

Soit ensemble, la somme totale de neuf mille euros, ci 9 000 euros

Cette somme de 9 000 euros a été, dès avant ce jour, déposée à la banque Société Générale à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 00020049999 52. Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

II. RECAPITULATION

Les apports en numéraire s'élèvent à la somme de 9 000, ci neuf mille euros

Total égal au capital social : 9 000 euros

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

ARTICLE 8- Capital social- Répartition des parts- Liste des associés

Le Capital social est fixé à 141 680 euros (CENT QUARANTE UN MILLE SIX CENT QUATRE VINGT EUROS) et divisé en 1 012 parts égales de 140 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, et réparties entre les associés proportionnellement à leurs droits respectifs dans la société, savoir :

- Madame Marie Claire GOURGOUSSE, N° 198 à 225 et n°451 à 675	253 parts
- Monsieur Jean Jacques DUPEYRAT, N° 170 à 197 et n°676 à 900	253 parts
- SARL @COM.EXPERTISE, N° 1 à 169, n° 226 à 450 et 901 à 1 012	506 parts

Total du nombre de parts sociales composant le capital social 1 012 parts

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

Article 9 - Augmentation ou réduction du capital

~~Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables.~~

Article 10 - Transmission des parts

~~Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit~~

- ~~- d'un tiers~~
- ~~- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.~~

~~Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé~~

~~Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.~~

10/10/11

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux et activités doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts-comptables et nommés, pour une durée non limitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

11/7 96-1/11

Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots " oui " ou " non ".

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 58 de la loi du 24 juillet 1966.

Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le 01.07 et finit le 30.06

Le premier exercice commencera à la date d'immatriculation de la société et se terminera le 30.06.2002 .
En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de

112 100 339

l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 19 - Nomination des gérants

Les gérants de la société sont nommés par décision ordinaire des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés depuis le 01.01.2001 à l'adresse prévue du siège social.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leur pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. M ROCHE Jean-Michel est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

~~Fait à Chancelade~~ Le 02.10.2001 En 5 exemplaires originaux

mis à jour le 15 Janvier 2006 mis à jour le 12 septembre 2006

mis à jour le 01 AVRIL 2006

